

Gelet op de "Gendertest" van 5 mei 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, paragraaf 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 31 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2008 tot vaststelling van de inhoud van het eindsyntheseverslag voor de evaluatie van een cursus in het hoger onderwijs met het oog op de bekendmaking ervan en van de nadere regels voor de bekendmaking van het opvolgingsplan en de vorderingsstaat ervan, wordt vervangen door hetgeen volgt: "Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inhoud van het externe evaluatieverslag van een hogeronderwijsprogramma met het oog op de bekendmaking ervan en van de nadere regels voor de bekendmaking van het actieplan en de vorderingsstaat ervan".

Art. 2. In de artikelen 2, lid 1 en 3, lid 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "eindsyntheseverslag" telkens vervangen door de woorden "verslag van externe evaluatie".

Art. 3. Aan artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "opvolgingsplan" wordt telkens vervangen door het woord "actieplan";

2° de woorden de woorden "eindsyntheseverslag" worden telkens vervangen door de woorden "verslag van de externe evaluatie".

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ Het woord "opvolgingsplan" wordt telkens vervangen door het woord "actieplan";

2/ Het woord "eindsyntheseverslag" wordt vervangen door de woorden "verslag van externe evaluatie".

Art. 5. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2023-2024.

Art. 6. De minister bevoegd voor het hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 2023.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
P.-Y. JEHOLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48261]

9 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon prévoyant l'octroi d'une aide exceptionnelle en 2023 aux producteurs de pommes basse tiges

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2023/1465 de la Commission du 14 juillet 2023 prévoyant une aide financière d'urgence pour les secteurs agricoles touchés par des problèmes spécifiques ayant une incidence sur la viabilité économique des producteurs agricoles ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, et D. 255 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2023 ;

Vu le rapport du 11 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 septembre 2023;

Vu l'avis 74.535/4 du Conseil d'État, donné le 23 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôles et audits internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'Énergie en Région wallonne ;

Considérant que la mise sous pression importante du secteur agricole, et plus particulièrement du secteur des pommes basse tiges suite à la flambée des prix de l'énergie et des intrants agricoles liée à l'incidence de la pandémie de COVID-19, de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ;

Considérant que ce contexte général de difficultés économiques a été aggravé par l'urgence de problèmes qui ont frappé des secteurs en particulier, dont celui des pommes basses tiges ;

Que la situation du marché dans le secteur des fruits et légumes est très difficile en raison de la forte inflation qui, selon les estimations, a provoqué une baisse de la consommation d'au moins 10 %, aggravée par le coût élevé de l'énergie ;

Que les prix des produits de protection des plantes, du matériel et des emballages ont également augmenté en suivant l'inflation générale tandis que le ratio entre le prix des intrants et celui des produits agricoles s'est détérioré ;

Que les fermes arboricoles sont particulièrement affectées par l'élévation des coûts de l'énergie depuis la récolte 2022, notamment dans la logistique post-récolte ;

Que contrairement à la plupart des produits agricoles dont le prix de vente a augmenté, le prix des pommes basse tiges en Wallonie a été très faible durant la campagne 2022-2023 ;

Considérant qu'il convient que la Région wallonne distribue l'aide par les canaux les plus efficaces sur la base de critères objectifs et non discriminatoires qui tiennent compte de l'ampleur des difficultés et des dommages économiques subis par les agriculteurs concernés ;

Considérant que d'autres secteurs (secteur de la volaille (bio et en qualité différenciée), secteur du porc (bio, qualité différenciée et standard) et secteur des caprins laitiers) ont déjà bénéficié d'une aide exceptionnelle en 2022 ;

Qu'au regard des limites de l'enveloppe budgétaire de la présente aide, il convient d'éviter un effet saupoudrage des ressources disponibles et procéder à une sélection efficace ;

Que la présente aide vise dès lors à aider les producteurs de pommes basse tiges qui souffrent de problèmes spécifiques impactant la viabilité de la production agricole ; elle vise également à prévenir une détérioration rapide de la production et la destruction des vergers ;

Considérant que l'aide exceptionnelle est à payer au plus tard le 31 janvier 2024 et qu'avant de procéder au paiement, l'administration va procéder à la notification des décisions relatives à l'aide et traiter des recours introduits dans le cadre de ces décisions ;

Considérant que pour ces raisons, il convient d'adopter le présent arrêté dans les plus brefs délais ;

Considérant qu'il existe, en effet, d'autres cultures fruitières en basses tiges (le secteur des poires, des prunes et des cerises notamment) mais que ces cultures fruitières en basse tige ne sont pas touchées par la même problématique qui affecte les vergers de pommes basses tiges. C'est en particulier le prix de vente des pommes qui justifie la différence de traitement avec les autres cultures fruitières basses tiges qui ont vu leurs prix augmenter contrairement à celui des pommes basses tiges ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

2° demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;

3° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° SIGeC : le système intégré de gestion et de contrôle visé au titre II, chapitre 1^{er}, section 1^{ère}, du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE 2. — Objet

Art. 2. En application de l'article 1^{er} du règlement d'exécution (UE) n° 2023/1465 du 14 juillet 2023 prévoyant une aide financière d'urgence pour les secteurs agricoles touchés par des problèmes spécifiques ayant une incidence sur la viabilité économique des producteurs agricoles, une aide exceptionnelle est octroyée afin de soutenir le secteur des pommes basse tiges aux conditions prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE 3. — Conditions d'octroi de l'aide

Art. 3. Pour bénéficier de l'aide exceptionnelle, les agriculteurs répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° être identifié au SIGeC conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture ;

2° avoir son siège d'exploitation en Région wallonne ;

3° ne pas être une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, 59°, du règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par « surfaces admissibles », les parcelles agricoles :

1° déclarées en 2022 ou en 2023 par les agriculteurs dans leur demande unique sous le code culture suivant : 9710 - cultures fruitières pluriannuelles pommes (basses tiges) ;

2° répondant à la définition d'hectares admissibles au sens de la partie 2, chapitre 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

3° pour lesquelles l'organisme payeur a vérifié au moyen de contrôles administratifs ou sur place le respect de l'ensemble des critères d'admissibilité ou des autres obligations relatives aux conditions d'octroi de l'aide.

CHAPITRE 4. — *Montants de l'aide et calcul de l'aide*

Art. 5. Le budget maximal de l'aide est de 2.099.633,73 €.

Art. 6. Le montant unitaire de l'aide par hectare est calculé en divisant le montant visé à l'article 5 diminué de 1 % par l'ensemble des surfaces admissibles déclarées conformément à l'article 4 par les agriculteurs répondant aux conditions de l'article 3.

La diminution du montant de 1% visée à l'alinéa 1^{er} est affectée à la constitution d'une réserve.

Art. 7. Le montant minimal de l'aide est de 100 € par agriculteur.

Art. 8. Le montant effectivement versé aux agriculteurs est fonction du nombre d'hectare de surfaces admissibles déterminé par l'organisme payeur conformément à l'article 4.

CHAPITRE 5. — *Notification des décisions relatives à l'aide et système de recours*

Art. 9. L'organisme payeur notifie les décisions d'octroi de l'aide en se fondant sur le nombre d'hectare de surfaces admissibles déterminé conformément à l'article 4.

Art. 10. Conformément aux articles D.17, D.18 et D.257, §§ 1^{er} et 2, du Code wallon de l'Agriculture, l'agriculteur peut introduire un recours auprès du responsable de l'organisme payeur contre toute décision prise en vertu du présent arrêté.

Le responsable de l'organisme payeur prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois maximum à dater de la réception de celui-ci.

CHAPITRE 6. — *Contrôle, calcul et paiement de l'aide*

Art. 11. L'organisme payeur procède au contrôle des conditions d'octroi de l'aide et au calcul de l'aide.

Art. 12. En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide constaté après le paiement de l'aide, l'organisme payeur recouvre le montant total de l'aide conformément aux articles D. 258 à D. 260 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 13. L'organisme payeur procède au paiement de l'aide au plus tard le 31 janvier 2024.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 15 septembre 2023.

Art. 15. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/48261]

9. NOVEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer außerordentlichen Beihilfe im Jahr 2023 für Erzeuger von niederstämmigen Äpfeln

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2023/1465 der Kommission vom 14. Juli 2023 über eine finanzielle Soforthilfe für die Sektoren in der Landwirtschaft, die von spezifischen Problemen betroffen sind, die sich auf die wirtschaftliche Tragfähigkeit landwirtschaftlicher Betriebe auswirken;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241, D.242, Absätze 1 und 2, und D.255;

Aufgrund der am 4. September 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. September 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 11. September 2023, der gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration der Gender-Dimension in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 21. September 2023 erfolgten Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund der Stellungnahme 74.535/4 des Staatsrats vom 23. Oktober 2023 gemäß Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 über die Organisation der haushaltsrechtlichen und buchhalterischen Kontrollen und internen Prüfungen sowie der administrativen und haushaltsrechtlichen Kontrolle der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der administrativen Dienste für das autonome Rechnungswesen, der regionalen Unternehmen, der Organisationen und des Ombudsdienstes und der wallonischen Energiekommission in der wallonischen Region;

In Erwägung der erheblichen Belastung des Agrarsektors, insbesondere des Sektors für niedrigstämmige Äpfel, durch den Anstieg der Preise für Energie und landwirtschaftliche Betriebsmittel aufgrund der Auswirkungen der COVID-19-Pandemie und des Angriffskriegs Russlands gegen die Ukraine;

In Erwägung, dass dieser allgemeine Kontext wirtschaftlicher Schwierigkeiten durch die Dringlichkeit von Problemen verschärft wurde, die einzelne Sektoren, darunter auch den Sektor der niederstämmigen Äpfel, betreffen;

Dass die Marktsituation im Obst- und Gemüsektor aufgrund der hohen Inflation sehr schwierig ist, die schätzungsweise zu einem Rückgang des Verbrauchs um mindestens 10 % geführt hat, der durch hohe Energiekosten noch verschärft wird;

Dass die Preise für Pflanzenschutzmittel, Ausrüstung und Verpackungen ebenfalls im Zuge der allgemeinen Inflation stiegen, während sich das Verhältnis zwischen den Preisen für Betriebsmittel und den Preisen für landwirtschaftliche Erzeugnisse verschlechterte;

Dass Obstbauernhöfe seit der Ernte 2022 besonders stark von den steigenden Energiekosten betroffen sind, insbesondere in der Logistik nach der Ernte;

Dass im Gegensatz zu den meisten landwirtschaftlichen Produkten, deren Verkaufspreis gestiegen ist, der Preis für niederstämmige Äpfel in der Wallonie während der Kampagne 2022-2023 sehr niedrig war;

In Erwägung, dass die Wallonische Region die Beihilfe über die wirksamsten Kanäle auf der Grundlage objektiver und nicht-diskriminierender Kriterien verteilen sollte, die das Ausmaß der Schwierigkeiten und der wirtschaftlichen Schäden berücksichtigen, die den betroffenen Landwirten entstanden sind;

In Erwägung, dass andere Sektoren (Geflügelsektor (Bio und qualitätsdifferenziert), Schweinesektor (Bio, qualitätsdifferenziert und Standard) und Milchziegensektor) bereits eine außerordentliche Finanzhilfe im Jahr 2022 erhalten haben;

Dass angesichts der begrenzten Haushaltsmittel für diese Beihilfe ein „Gießkanneneffekt“ vermieden und eine wirksame Auswahl getroffen werden sollte;

Dass diese Beihilfe daher darauf abzielt, den Erzeugern von niedrigstämmigen Äpfeln zu helfen, die unter spezifischen, die Lebensfähigkeit der landwirtschaftlichen Erzeugung beeinträchtigenden Problemen leiden, sowie eine rasche Verschlechterung der Erzeugung und die Zerstörung von Obstplantagen zu verhindern;

In der Erwägung, dass die außerordentliche Beihilfe bis spätestens 31. Januar 2024 ausbezahlt ist und dass die Verwaltung vor der Auszahlung die Entscheidungen über die Beihilfe bekanntgeben und die im Zusammenhang mit diesen Entscheidungen eingelegten Einsprüche behandeln wird;

In der Erwägung, dass es aus diesen Gründen angebracht ist, den vorliegenden Erlass so bald wie möglich zu verabschieden;

In der Erwägung, dass es zwar auch andere niederstämmige Obstkulturen gibt (insbesondere den Birnen-, Pflaumen- und Kirschensektor), dass diese niederstämmigen Obstkulturen aber nicht von derselben Problematik betroffen sind, die die niederstämmigen Apfelplantagen beeinträchtigt. Insbesondere der Verkaufspreis von Äpfeln rechtfertigt die unterschiedliche Behandlung mit anderen niederstämmigen Obstkulturen, deren Preise im Gegensatz zu denen von niederstämmigen Äpfeln gestiegen sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Landwirt: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3, 4°, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
2. Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3, 13°, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 3° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3, 25°, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 4° InVeKoS: das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem gemäß Titel II, Kapitel I, Abschnitt 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft.

KAPITEL 2 — *Gegenstand*

Art. 2 - Aufgrund von Artikel 1 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2023/1465 der Kommission vom 14. Juli 2023 über eine finanzielle Soforthilfe für die Sektoren in der Landwirtschaft, die von spezifischen Problemen betroffen sind, die sich auf die wirtschaftliche Tragfähigkeit landwirtschaftlicher Betriebe auswirken, wird eine außerordentliche Beihilfe gewährt, um den Sektor der niedrigstämmigen Äpfel unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen zu unterstützen.

KAPITEL 3 — *Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe*

Art. 3 - Um für die außerordentliche Beihilfe in Betracht zu kommen, müssen die Landwirte die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

1° im InVeKoS gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft identifiziert sein;

2° ihren Betriebssitz in der Wallonischen Region haben;

3° kein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2, 59° der Verordnung (EU) Nr. 2022/2472 der Kommission vom 14. Dezember 2022 sein, das bestimmte Gruppen von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten erklärt, die mit dem Binnenmarkt kompatibel sind, in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 4 - Für die Anwendung dieses Erlasses gelten als „zulässige Flächen“ die landwirtschaftlich genutzten Parzellen:

1° die von den Landwirten im Jahr 2022 oder 2023 in ihrem Sammelantrag unter dem folgenden Kulturcode angemeldet wurden: 9710 - mehrjährige Obstkulturen Äpfel (Niederstamm);

2° die der Definition der beihilfefähigen Hektar im Sinne von Teil 2, Kapitel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Begriffe für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und die Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen (Cross Compliance) entsprechen;

3° bei denen die Zahlstelle durch Verwaltungs- oder Vor-Ort-Kontrollen überprüft hat, ob alle Beihilfefähigkeitskriterien oder sonstigen Verpflichtungen im Zusammenhang mit den Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe erfüllt sind.

KAPITEL 4 — *Höhe und Berechnung der Beihilfe*

Art. 5 - Das maximale Budget für die Beihilfe beträgt 2.099.633,73 €.

Art. 6 - Der Einheitsbetrag der Beihilfe je Hektar wird berechnet, indem der Betrag gemäß Artikel 5 abzüglich 1 % durch die Gesamtheit der beihilfefähigen Flächen geteilt wird, die gemäß Artikel 4 von den die Bedingungen des Artikels 3 erfüllenden Landwirten erklärt wurden.

Die in Absatz 1 genannte Verringerung des Betrags um 1 % wird zur Bildung einer Rücklage verwendet.

Art. 7 - Die Mindesthöhe der Beihilfe beträgt 100 € pro Landwirt.

Art. 8 - Der den Landwirten tatsächlich gezahlte Betrag richtet sich nach der von der Zahlstelle gemäß Artikel 4 ermittelten Hektarzahl der beihilfefähigen Flächen.

KAPITEL 5 — *Mitteilung von Entscheidungen über Beihilfen und Einspruchsverfahren*

Art. 9 - Die Zahlstelle teilt die Entscheidungen über die Gewährung der Beihilfe auf der Grundlage der gemäß Artikel 4 ermittelten Hektarzahl der beihilfefähigen Flächen mit.

Art. 10 - Gemäß Artikel D.17, D.18 und D.257, §§ 1 und 2, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft kann der Landwirt gegen jede Entscheidung, die aufgrund dieses Erlasses getroffen wird, beim Leiter der Zahlstelle Einspruch einlegen.

Der Leiter der Zahlstelle entscheidet über den Einspruch innerhalb von höchstens drei Monaten nach dessen Eingang.

KAPITEL 6 — *Kontrolle, Berechnung und Auszahlung der Beihilfe*

Art. 11 - Die Zahlstelle prüft die Voraussetzungen für die Gewährung der Beihilfe und berechnet die Beihilfe.

Art. 12 - Bei nach Auszahlung der Beihilfe festgestellter Nichteinhaltung der Bedingungen für deren Gewährung fordert die Zahlstelle den Gesamtbetrag der Beihilfe gemäß den Artikeln D. 258 bis D. 260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zurück.

Art. 13 - Die Zahlstelle zahlt die Beihilfe spätestens am 31. Januar 2024 aus.

KAPITEL 7 — *Schlussbestimmungen*

Art. 14 - Dieser Erlass wird am 15. September 2023 wirksam.

Art. 15 - Der für Landwirtschaft zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 9. November 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48261]

9 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de toekenning van een buitengewone steun in 2023 aan producenten van laagstam appelbomen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op uitvoeringsverordening (EU) nr. 2023/1465 van de Commissie van 14 juli 2023 tot verlening van financiële noodhulp aan de landbouwsectoren die worden getroffen door specifieke problemen die een impact op de economische levensvatbaarheid van landbouwproducenten hebben;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241, D.242, eerste en tweede lid, en D. 255;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2023;

Gelet op het rapport van 11 september 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 2014 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg van 21 september 2023 tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid;

Gelet op het advies 74.535/4 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de Diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst en de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie) in het Waalse Gewest;

Overwegende dat de landbouwsector, en meer specifiek de laagstam appelsector, onder aanzienlijke druk is komen te staan als gevolg van de stijgende energie- en landbouwgrondstofprijzen in verband met de gevolgen van de COVID-19 pandemie en de Russische aanvalsoorlog tegen Oekraïne;

Overwegende dat deze algemene context van economische moeilijkheden is verergerd door de urgentie van de problemen die bepaalde sectoren in het bijzonder hebben getroffen, waaronder laagstam appels;

Dat de marktsituatie in de groente- en fruitsector zeer moeilijk is door de hoge inflatie, die naar schatting een daling van de consumptie met ten minste 10% heeft veroorzaakt, nog verergerd door de hoge energiekosten;

Dat de prijzen van gewasbeschermingsmiddelen, apparatuur en verpakkingen ook zijn gestegen in lijn met de algemene inflatie, terwijl de verhouding tussen de prijs van inputs en die van landbouwproducten is verslechterd;

Dat boomkwekerijen vooral getroffen zijn door de stijging van de energiekosten sinds de oogst van 2022, vooral in de logistiek na de oogst;

Dat in tegenstelling tot de meeste landbouwproducten waarvan de verkoopprijs is gestegen, de prijs van laagstam appels in Wallonië tijdens de campagne 2022-2023 erg laag is geweest;

Overwegende dat het Waals Gewest de steun via de meest doeltreffende kanalen moet verdelen op basis van objectieve en niet-discriminerende criteria die rekening houden met de omvang van de moeilijkheden en de economische schade die de betrokken landbouwers hebben geleden;

Overwegende dat andere sectoren (pluimvee (biologisch en gedifferentieerde kwaliteit), varkensvlees (biologisch, gedifferentieerde kwaliteit en standaard) en melkgeiten) al een uitzonderlijke steun in 2022 hebben ontvangen;

Overwegende dat het, ten aanzien van de beperkingen van de budgettaire enveloppe voor deze steun, noodzakelijk is een verstrooiend effect van de beschikbare middelen te vermijden en een efficiënte selectie te maken;

Dat deze steun er daarom op gericht is producenten van laagstamappels te helpen die kampen met specifieke problemen die de levensvatbaarheid van de landbouwproductie aantasten; deze steun beoogt eveneens de voorkoming van een snelle verslechtering van de productie en de vernietiging van boomgaarden;

Overwegende dat de buitengewone steun uiterlijk op 31 september 2024 dient te worden betaald en dat de administratie, vooraleer de betaling te verrichten, kennis dient te geven van de beslissingen in verband met de steun en beroepen zal moeten behandelen in het kader van deze beslissingen;

Overwegende dat het om deze redenen passend is dit besluit zo spoedig mogelijk aan te nemen;

Overwegende dat er andere laagstammige fruitteelten bestaan (peren-, pruimen- en kersensector in het bijzonder), maar dat deze laagstammige fruitteelten niet getroffen worden door hetzelfde probleem als laagstammige appelboomgaarden. Het is met name de verkoopprijs van appels die het verschil in behandeling met andere laagstamfruitgewassen rechtvaardigt, waarvan de prijzen zijn gestegen in tegenstelling tot die van laagstamappels;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° landbouwer: landbouwer in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

2° de verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

3° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

4° GBCS: het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1 van het Waalse Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK 2 — *Doel*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 1 van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2023/1465 van 14 juli 2023 tot verlening van financiële noodhulp aan de landbouwsectoren die worden getroffen door specifieke problemen die een impact op de economische levensvatbaarheid van landbouwproducenten hebben, wordt een buitengewone steun toegekend ter ondersteuning van de laagstam appelsector onder de voorwaarden bedoeld bij dit besluit.

HOOFDSTUK 3. — *Voorwaarden voor de toekenning van de steun*

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de buitengewone steun, voldoen de landbouwers aan volgende samengevoegde voorwaarden:

1° in het GBCS geïdentificeerd zijn overeenkomstig artikel D.22 van het Waalse Landbouwwetboek;

2° zijn zetel in het Waalse Gewest hebben;

3° geen onderneming in moeilijkheden zijn, in de zin van artikel 2, 59°, van Verordening (EG) nr.2022/2472 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder “subsidiabele arealen” de landbouwpercelen die:

1° in 2022 of 2023 door de landbouwers in hun verzamelaanvraag zijn aangegeven onder de volgende gewascode: 9710 - meerjarige laagstammige fruitteelten (appelen);

2° aan de definitie van subsidiabele areaal beantwoordt in de zin van Deel 2, Hoofdstuk 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

3° waarvoor het betaalorgaan aan de hand van administratieve controles of controles ter plaatse heeft gecontroleerd dat is voldaan aan alle subsidiabiliteitscriteria of andere verplichtingen met betrekking tot de voorwaarden voor de toekenning van de steun.

HOOFDSTUK 4. — *Bedragen en berekening van de steun*

Art. 5. De maximale begroting van de steun bedraagt 2.099.633,73 €.

Art. 6. Het eenheidsbedrag van de steun per hectare wordt berekend door het in artikel 5 bedoeld bedrag, verminderd met 1%, te delen door alle subsidiabele arealen die overeenkomstig artikel 4 zijn aangegeven door landbouwers die aan de voorwaarden van artikel 3 voldoen.

De in het eerste lid bedoelde verlaging met 1% wordt toegewezen aan de vorming van een reserve.

Art. 7. Het minimaal bedrag van de steun bedraagt 100 € per landbouwer.

Art. 8. Het bedrag dat daadwerkelijk aan de landbouwers wordt betaald, hangt af van het aantal hectaren subsidiabel areaal dat overeenkomstig artikel 4 door het betaalorgaan is bepaald.

HOOFDSTUK 5. — *Kennisgeving van de beslissingen in verband met de steun en beroepsregeling*

Art. 9. Het betaalorgaan geeft kennis van de beslissingen tot toekenning van de steun op basis van het overeenkomstig artikel 4 vastgestelde aantal hectare subsidiabele arealen.

Art. 10. Overeenkomstig de artikelen D.17, D.18 en D.257, §§ 1 en 2, van het Waalse Landbouwwetboek, kan de landbouwer een beroep indienen bij de verantwoordelijke van het betaalorgaan tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit.

De verantwoordelijke van het betaalorgaan neemt een beslissing omtrent het beroep binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het beroep.

HOOFDSTUK 6. — *Controle, berekening en betaling van de steun*

Art. 11. Het betaalorgaan gaat na of de voorwaarden voor de toekenning van de steun zijn nageleefd en berekent de steun.

Art. 12. Bij niet-inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de steun, vastgesteld na de betaling van de steun, vordert het betaalorgaan het totale steunbedrag in overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Waals Landbouwwetboek.

Art. 13. Het betaalorgaan verricht de betaling van de steun uiterlijk 31 september 2024.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 15 september 2023.

Art. 15. De Minister bevoegd voor landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 november 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS